



WORLD CUSTOMS ORGANIZATION

*Document de recherche de l'OMD n°7*

# **Aperçu de la littérature consacrée à la corruption**

(Mars 2010)

*Mariya Polner et Robert Ireland*

## Résumé

Les stratégies de la lutte contre la corruption ont fait l'objet d'amples débats dans la littérature universitaire ainsi que dans d'autres recherches. Le présent article fournit un bref aperçu de divers ouvrages pertinents et intéressants consacrés à ce sujet, susceptibles de se révéler utiles pour les Membres de l'OMD. Les ouvrages cités dans le présent article abordent plusieurs thèmes de recherche en matière d'éthique et de corruption, tels que ceux concernant un cadre théorique anti-corruption, un cadre légal, des études de cas, des recommandations de nature politique et une analyse économique. Le lecteur trouvera en fin d'article une bibliographie plus complète reprenant également les instruments juridiques internationaux de lutte contre la corruption. Le lecteur pourra tirer ses propres conclusions sur la base des analyses réalisées dans les études qui peuvent par ailleurs servir de référence générale ou ouvrir la voie à des recherches complémentaires.

## Mots clés

Corruption, éthique, douanes

## Remerciements

Cet article a été écrit par Mariya Polner et Robert Ireland de l'Unité Recherche et Stratégie de l'OMD, Bureau du Secrétaire général.

## Clause de non-responsabilité

La collection des documents de recherche de l'OMD diffuse les résultats de travaux en cours pour encourager l'échange d'idées sur des questions douanières. Les points de vues et avis exprimés dans ce document sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vues ou les politiques de l'OMD ou de ses Membres.

## Note

Tous les documents de recherche de l'OMD sont disponibles sur le site Web public de l'OMD: [www.wcoomd.org](http://www.wcoomd.org). L'auteur peut être contacté à [communication@wcoomd.org](mailto:communication@wcoomd.org).

-----  
Copyright © 2010 Organisation mondiale des douanes.  
Tous droits réservés.

Toute demande concernant la traduction, la reproduction ou l'adaptation du présent document doit être adressée à :  
[copyright@wcoomd.org](mailto:copyright@wcoomd.org).

## **Introduction**

La lutte contre la corruption est inscrite au programme politique de l'OMD depuis de nombreuses années. Bon nombre des stratégies de promotion de l'éthique et de lutte contre la corruption ont été largement étudiées dans les milieux universitaires et de la recherche. Ce document propose un aperçu d'ouvrages et articles pouvant être particulièrement pertinents pour les membres de l'OMD.

La corruption a de nombreuses définitions. La plus classique, acceptée dans les années 90, est 'l'abus d'une fonction officielle au bénéfice d'intérêts privés'. Jeremy Pope, ancien directeur de *Transparency International*, a défini la corruption comme 'l'utilisation abusive d'un pouvoir confié pour en tirer un avantage privé' (Pope 2000:2). Pour la discussion sur les définitions, voir Amundsen (2000), and Michael and Polner (2008).

L'inefficacité est un des vecteurs de la corruption et la littérature académique reprend ce point de vue (Anderson et Cheryl 2007; Ferreira, Michael et Mayville 2007). C'est à ce titre que la mise en oeuvre des principes contenus dans les instruments fondamentaux de l'OMD (en particulier, la Convention de Kyoto révisée et le Système harmonisé) est particulièrement utile dans la lutte contre la corruption.

L'OMD ne fait aucun jugement de valeur en ce qui concerne les ouvrages répertoriés dans ce document et il ne s'agit, en aucun cas, de présenter la position ou l'opinion de l'OMD ou de ses membres.

Il est intéressant de noter que l'évaluation de la qualité des ouvrages publiés est une tâche difficile. Des considérations importantes, mais non exclusives, incluent les questions suivantes : l'article a-t-il été revu par des pairs? Utilise-t-il une méthodologie scientifique ou sociale appropriée? A-t-il reçu le soutien d'autres articles jugés par des pairs et par d'autres des experts en sciences sociales ? Existe-t-il des vues critiques bien raisonnées concernant cette thèse? Les conclusions ont-elles une validité extérieure (peuvent-elles être généralisées et appliquées à d'autres populations et conditions) ?

Le plus grand obstacle à la lutte contre la corruption tient aux difficultés à mesurer ce phénomène de façon empirique du fait de sa nature clandestine. De nombreuses méthodologies de mesure de la corruption se basent sur la perception, dont la validité et la fidélité peuvent être mise en doute. Néanmoins, le développement et l'utilisation d'outils efficaces et précis pour mesurer la corruption peuvent aider les décideurs politiques à mieux évaluer la situation actuelle et à élaborer des options politiques.

Les ouvrages cités dans ce document couvrent divers thèmes de recherche sur l'éthique et la corruption, y compris un cadre théorique anticorruption, un cadre juridique, des études de cas, des recommandations politiques et une analyse économique. On trouvera à la fin de ce document une bibliographie plus complète incluant également des instruments juridiques anticorruption internationaux. Les lecteurs intéressés peuvent tirer leurs propres conclusions en se basant sur l'analyse contenue dans des études qui peuvent également servir de fond et d'axes de recherches complémentaires. L'OMD s'efforcera d'actualiser cette liste à mesure que de nouvelles recherches sont portées à son attention.

## **Synthèse des ouvrages lus**

**Anderson, H. James et Cheryl W. Gray (2007), “Policies and Corruption Outcomes” dans *Anticorruption in Transition 3. Who is Succeeding...and Why?* The International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, pp.43-77.**

Les auteurs analysent la corruption dans plusieurs pays d'Europe de l'Est au cours de la période 2002-2005. Ils font valoir que pendant cette période la subornation dans le domaine des douanes a diminué dans de nombreux pays grâce aux efforts systématiques de lutte contre la corruption, qui ont inclus la révision de la législation, la mise en œuvre d'analyses du risque, des audits aléatoires et un contrôle plus fort ainsi que des mécanismes de sanction. S'appuyant sur un projet sur la facilitation du commerce et des transports dans le Sud-est de l'Europe, mené par les États-Unis, la Banque mondiale, l'Union européenne et huit gouvernements participants, les auteurs constatent également que la coopération internationale pour simplifier les procédures dans ces pays a également conduit à une amélioration de l'efficacité des administrations et un ralentissement de la corruption.

**Baltaci, Mustafa et Serdar Yilmaz (2006), *Keeping an Eye on Subnational Governments: Internal Control and Audit at Local Levels*, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.**

Les auteurs font une analyse détaillée des systèmes modernes de contrôle interne et d'audit en place dans des agences gouvernementales. Ils expliquent que dans les pays étudiés, les réformateurs parviennent à constituer de tels systèmes au niveau national mais ont négligé le niveau gouvernemental local. Pour aider à mettre en œuvre ces systèmes au niveau local, ils offrent un cadre conceptuel pour le contrôle interne et l'audit. En plus de directives sur l'établissement de systèmes, cet ouvrage fournit également des exemples par pays que les spécialistes de l'administration publique pourraient trouver utiles lorsqu'ils développent leurs propres cadres. Malgré son orientation vers le niveau local, cet ouvrage peut servir de plateforme pour le développement de systèmes d'audit et de contrôle interne pour toutes les administrations publiques.

**Cantens, Thomas, Gael Raballand and Samson Bilangna (2010), “Reforming Customs by measuring performance: a Cameroon case study,” *World Customs Journal* 4, No. 2, pp. 55-74.**

La corruption dans le secteur public est un problème sans solutions simples. La plupart des ouvrages et articles scientifiques décrivent le problème et son impact sur l'organisation mais peinent à proposer des solutions, et plus spécialement des solutions scientifiquement comparables et dont l'effet peut être suivi dans le temps. Dans cet article, les auteurs présentent la conception, la mise en œuvre et son évaluation de contrats de performance, dans les douanes camerounaises, entre le Directeur général et des inspecteurs de première ligne.

**De Sousa, Luis (2006), “European Anti-Corruption Agencies: Protecting Community's Financial Interests in a Knowledge-based, Innovative and Integrated Manner”, Final Report, OLAF, Lisbon.**

Ce rapport fait le point sur les agences européennes de lutte contre la corruption. Il couvre les procédures de création de telles agences, leurs différents formats institutionnels, leur mandat et leurs domaines d'action. Il analyse les conditions de la réussite et de l'échec de telles agences. Ce rapport examine également les résultats obtenus lors d'ateliers consacrés à ces questions liées aux stratégies des agences anticorruption et à la gestion quotidienne.

S'appuyant sur des expériences nationales, l'auteur de ce rapport donne une vue générale de ces agences et formule des recommandations pour leur avenir.

**Ferreira, Carlos, Engelschalk Michael et William Mayville (2007), "The Challenge of Combating Corruption in Customs Administrations", dans J. Edgardo Campos et Sanjav Pradhan, *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level*, The International Bank of Reconstruction and Development/The World Bank, pp. 367-386.**

À partir du cadre théorique de Klitgaard (1998), les auteurs dressent une carte du risque de corruption en rapport avec la lutte contre le commerce illicite ; ils étudient les points faibles des systèmes juridiques et réglementaires, l'inefficacité des systèmes de RH et l'absence de système de responsabilisation appropriée. Ils confirment et développent l'argument de Tuan Minh Le (2007) sur la corrélation qui existe entre la corruption et l'importance du marché parallèle. Ayant identifié les risques de corruption, les auteurs font une présentation générale des stratégies pour les diminuer. Dans leur étude de cas, ils parviennent à la même conclusion que Fjeldstad (1998) selon laquelle l'augmentation des niveaux de salaires n'améliore pas nécessairement le comportement éthique, bien que ces niveaux doivent au moins correspondre à un minimum vital. Les auteurs conseillent de limiter les opportunités de comportements générateurs de rentes de situation en simplifiant et en allégeant le cadre opérationnel juridique, en informatisant les procédures commerciales, en introduisant un code d'éthique associé à un puissant soutien managérial tant au niveau central que local, en révisant les politiques des ressources humaines, en modernisant les procédures, en utilisant des contrôles basés sur le risque, en créant une unité d'audit interne, en offrant des primes liées aux performances et en proposant une relation ouverte et transparente avec le secteur privé.

**Fjeldstad, Odd-Helge (2003), "Fighting Fiscal Corruption: Lessons from the Tanzania Revenue Authority", *Public Administration and Development* 23, pp. 165-175.**

L'auteur analyse l'impact de la création de l'Office des recettes (Revenue Authority) sur la corruption. Dans son étude de cas, il remarque que les recettes fiscales collectées par la nouvelle agence ont nettement augmenté au cours des trois premières années qui ont suivi la restructuration organisationnelle. Puis, les recettes fiscales ont diminué et la corruption a augmenté. L'une des conclusions de Fjeldstad est que le salaire est l'un des facteurs qui affectent le comportement des agents des recettes. Il remarque que dans un environnement où existent une demande pour des services corrompus et une faible responsabilisation, une augmentation de salaire peut être considérée comme une prime qui vient s'ajouter aux pots de vin. Alors que les augmentations de salaires pourraient être une solution à court terme, cette solution ne devrait être qu'un volet d'un programme de réforme visant à réduire les incitations à la corruption. L'auteur traite ensuite des politiques de ressources humaines et remarque qu'elles peuvent conduire à la corruption en cas de mises à pied à grande échelle, lorsque d'anciens fonctionnaires du fisc sont recrutés par le secteur privé comme sources d'informations privilégiées. Il souligne la nécessité de réformes administratives plus complètes s'appuyant sur une volonté politique afin d'aboutir à des améliorations durables.

**Heineman, Ben W. and Fritz Heimann (2006), "The Long War Against Corruption", *Foreign Affairs*.**

Cet article traite de la corruption dans les pays en développement. Après avoir décrit les effets de la corruption sur les économies nationales, les auteurs se penchent sur la relation entre l'offre et la demande propre à la corruption. Ils suggèrent différentes stratégies visant à atténuer la corruption, y compris la prise en compte de la dimension culturelle du problème. Ils soutiennent que la connaissance des aspects culturels aiderait à renforcer le contrôle, la prévention et le renforcement de l'Etat. Après avoir passé en revue les traités juridiques internationaux existants visant à lutter contre la corruption, les auteurs ajoutent que la mise en conformité avec ces traités est importante et demandent un contrôle plus rigoureux pour vérifier que les gouvernements respectent leurs engagements. Dans le même temps, les multinationales, qui sont souvent une source de corruption et une cible pour les extorsions, devraient jouer un rôle essentiel dans toute stratégie de lutte contre la corruption. En conclusion, les auteurs soulignent que la corruption ralentit le développement et la croissance économique et affaiblit les programmes d'assistance.

**Hors, Irène (2001), "Fighting Corruption in Customs Administration: What Can We Learn From Recent Experience?", Working Paper No.175, OECD Development Centre.**

Ce document traite de la nature de la corruption dans les douanes, suggère des mesures pratiques de lutte et propose une analyse des échecs et des réussites des programmes menés dans ce domaine. Les conclusions reposent sur trois études de cas important sur des pays qui ont mené des réformes. Le point de vue de l'auteur sur les mécanismes de la corruption est similaire à celui de Klitgaard (1998): manque de contrôle efficace, pouvoir discrétionnaire et possibilité de travailler au sein d'un réseau. Toute nouvelle stratégie doit donc intégrer ces trois éléments. L'auteur avance qu'il faut prendre des mesures différentes, en fonction du type et du niveau de la corruption, pour obtenir des résultats positifs et que toute stratégie de lutte contre la corruption doit correspondre au profil économique et politique du problème.

**Klemencic, Goran et Janez Stusek (2007), *Specialised Anti-Corruption Institutions. Review of Models*, OECD.**

Ce rapport de l'OCDE est consacré à différents modèles d'agences spécialisées dans la lutte contre la corruption. Il repose sur un certain nombre de critères. Les auteurs ont identifié trois grands modèles : agence polyvalente dotée de pouvoirs de police, agence, département ; unité d'application de la loi, et institutions de prévention, de développement et de coordination de politiques anticorruption. Les auteurs proposent une vue générale et comparative de ces institutions dont ils mesurent les performances en utilisant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs ; ils s'appuient également sur les rapports par pays de l'OCDE et du Groupe d'Etats contre la corruption (GRECO). Ils donnent une description détaillée des études de cas retenues pour chaque type d'institution et proposent des solutions envisageables pour des problèmes communs.

**Klitgaard, Robert (1998): *Controlling Corruption*, Berkeley: University of California Press.**

Cet ouvrage utilise le cadre principal-agent-client pour expliquer le phénomène de la corruption ou le principal (un décideur politique) autorise son agent (un fonctionnaire) à fournir des services à des clients (destinataires de services). Dans ce cadre, Klitgaard définit trois conditions susceptibles de favoriser la corruption : un monopole du pouvoir par les agents (par exemple, douaniers) sur les clients (par exemple, opérateurs commerciaux/contribuables), un pouvoir discrétionnaire de décision sur la fourniture de

services du côté des agents et un faible niveau de responsabilisation des agents face aux principaux. Au milieu de ce cadre, Klitgaard identifie les coûts et les avantages ainsi que les incitations et les sanctions en matière de corruption. S'appuyant sur des études de cas, il répond aux questions plus pratiques liées aux décisions politiques afin de combattre la corruption : il décrit les instruments politiques utilisés pour traiter des gains escomptés des actes de corruption, les mécanismes d'application de la loi et la probabilité d'être attrapé. Ce livre insiste sur le « pourquoi, le quoi et le comment » d'une politique anticorruption.

**Le, Tuan Minh (2007), “Combating Corruption dans Revenue Administration: an Overview”, in J. Edgardo Campos and Sanjav Pradhan, *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level*, The International Bank of Reconstruction and Development/The World Bank, pp.335-338.**

Dans cet article, l'auteur avance qu'il existe une corrélation entre les pays ayant des niveaux élevés de corruption et les grandes économies parallèles.<sup>1</sup> Cela peut aboutir à un abaissement de l'assiette de l'impôt et donc à une diminution des recettes pour l'État. L'auteur suggère que la corruption conduit les entreprises à sortir du secteur officiel afin d'être plus concurrentielle par rapport à celles qui utilisent déjà des pratiques commerciales déloyales. Ainsi, le développement de l'économie officielle se trouve affaibli. De plus, sachant que dans certains pays les douanes sont responsables des questions de sécurité, la corruption peut faciliter le transit d'armes, de stupéfiants et d'autres produits prohibés.

**McLinden, Gerard (2005), “Integrity in Customs”, dans Luc de Wulf et Jose Sokol, *Customs Modernization Handbook*, The World Bank, pp. 67-89.**

Cet article fait une présentation générale de la théorie de la corruption et de ses spécificités opérationnelles dans les douanes. Il réinterprète le cadre de Klitgaard sur les stratégies et les activités anticorruption en les adaptant aux douanes. S'appuyant sur les 10 principes de la Déclaration d'Arusha, il présente les meilleures pratiques pour le processus de réforme. L'auteur conclut en encourageant une approche gouvernementale globale pour s'attaquer à la corruption et préconise que toute stratégie de lutte contre la corruption s'attaque à la fois aux motifs et aux opportunités.

**Michael, Bryane et Mariya Polner (2008), “Fighting Corruption on the Transdnistrian Border: Lessons from Failed and New Successful Anti-Corruption Programmes”, *Transition Studies Review* 15:3, Springer, pp.524-541.**

Cette étude repose sur l'expérience pratique de l'élaboration de stratégies nationales anticorruption. Les auteurs examinent le problème des législations en place et de la planification des actions tout en se référant à la question du meilleur modèle d'organisation pour lutter contre la corruption. En conclusion, ils soutiennent que la mise en oeuvre d'un système de gestion du risque et l'introduction de mécanismes d'enquête et de poursuite peuvent être efficaces pour réduire la corruption.

**Sampford, Charles, Arthur Shacklock, Carmel Connors, et Fredrick Galtung (2006),**

---

<sup>1</sup> En ce qui concerne le raisonnement économique et les arguments économétriques liés à cette équation, voir Schneider, Friedrich, et Dominik Enste (2000), “Shadow Economies around the World: Size, Causes, and Consequences.” IMF Working Paper WP/00/26 *International Monetary Fund*, Washington, DC.

***Measuring Corruption, London: Ashgate.***

En tant que contribution aux recherches sur les méthodes de mesure de la corruption qui sont essentielles à la formulation de politiques efficaces de lutte contre la corruption, cet ouvrage examine plusieurs méthodes, y compris l'indice de perception de la corruption de Transparency International et l'indice de perception de la subordination. Les limites et les fonctions des indices de corruption et autres outils de mesure sont examinées dans cet ouvrage. Les auteurs étudient la fiabilité de ces indices et se demandent si des enquêtes régulières peuvent mesurer l'évolution des comportements relatifs à la corruption. Ils proposent également une vue générale et évaluent les méthodologies utilisées dans différents pays.

## Bibliographie

Anderson, H. James and Cheryl W. Gray (2007), "Policies and Corruption Outcomes" in *Anticorruption in Transition 3. Who is Succeeding...and Why?* The International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, pp.43-77.

Baltaci, Mustafa and Serdar Yilmaz (2006), *Keeping an Eye on Subnational Governments: Internal Control and Audit at Local Levels*, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.

Cantens, Thomas (2007), "La réforme de la douane camerounaise à l'aide d'un logiciel des Nations Unies ou l'appropriation d'un outil de finances publiques". *Afrique contemporaine* No 223-224/3-4, pp. 289-307.

Cantens, Thomas (2009), "Être chef dans les douanes camerounaises, entre titular chief, idéal-type et big katika". *Afrique contemporaine* No 230, pp. 83-100.

Cantens, Thomas, Gaël Raballand and Samson Bilangna (2010), "Reforming Customs by measuring performance: a Cameroon case study," *World Customs Journal* 4, No. 2, pp. 55-74.

De Sousa, Luis (2006), "European Anti-Corruption Agencies: Protecting Community's Financial Interests in a Knowledge-based, Innovative and Integrated Manner", Rapport final Report, OLAF, Lisbonne

Ferreira, Carlos, Engelschalk Michael and William Mayville (2007), "The Challenge of Combating Corruption in Customs Administrations", in J. Edgardo Campos and Sanjav Pradhan, *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level*, pp.367-386.

Fjeldstad, Odd-Helge (2003), "Fighting Fiscal Corruption: Lessons from the Tanzania Revenue Authority", *Public Administration and Development* 23, pp.165-175.

Fjeldstad, Odd-Helge (2005), *Revenue Administration and Corruption*, Utstein Anti-Corruption Resource Centre.

Heineman, Ben W. and Fritz Heimann (2006), "The Long War Against Corruption", *Foreign Affairs*.

Hors, Irène (2001), "Fighting Corruption in Customs Administration: What Can We Learn From Recent Experience?", Working Paper No.175, OECD Development Centre.

Klemencic, Goran and Janez Stusek (2007), *Specialised Anti-Corruption Institutions. Review of Models*, OECD.

Klitgaard, Robert (1998): *Controlling Corruption*, Berkeley: University of California Press.

Le, Tuan Minh (2007), "Combating Corruption in Revenue Administration: an Overview", in J. Edgardo Campos and Sanjav Pradhan, *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level*, pp.335-338.

Libom, Minette Li Likeng, Thomas Cantens, et Samson Bilangna (2009), "Se regarder dans le miroir - *Le contrôle de l'exécution du service dans les douanes camerounaises*, World Bank.

McLinden, Gerard (2005), "Integrity in Customs", in Luc de Wulf and Jose Sokol, *Customs Modernization Handbook*, World Bank, pp. 67-89.

Michael, Bryane (2005), "Some Issues in Anti-Corruption Training in Central and Eastern Europe", *Preventing Corruption in Public Administration*, Conseil de l'Europe.

Michael, Bryane and Mariya Polner (2008), "Fighting Corruption on the Transdnistrian Border: Lessons from Failed and New Successful Anti-Corruption Programmes", *Transition Studies Review* 15:3, Springer, pp.524-541.

Michael Bryane and Habit Hajirini (2008), "The Effective Implementation of the Anti-Corruption Conventions", *Journal of European Union Criminal Law* 3(4), pp. 128-133.

Michael, Bryane and Nigel Moore (2010), "What do we know about corruption (and anti-corruption) in Customs?," *World Customs Journal* 4, No. 1.

Mikuriya, Kunio (2005), "Integrity: a Cornerstone for Economic Development and Security", Allocution présentée lors du 4ème Forum mondial sur la lutte contre la corruption et le respect de l'éthique, Brasilia, 5-9 juin.

OECD (2000), "The Fight against Bribery and Corruption", Policy Brief, *OECD Observer*.

OMD (2007), *Recueil des meilleures pratiques en matière d'éthique*.

Passas, Nikos (1997), "Causes and Consequences of Corruption", communication présentée à la 8ème Conférence internationale contre la corruption, disponible sur <<http://www.8iacc.org/papers/npassas.html>>

Pope, Jeremy (2000), *Confronting Corruption: The Elements of a National Integrity System (TI Source Book)*, Berlin: TI.

Sampford Charles, Arthur Shacklock, Carmel Connors, Fredrick Galtung (2006), *Measuring Corruption*, London: Ashgate.

Schneider, Friedrich, et Dominik Enste (2000), "Shadow Economies around the World: Size, Causes, and Consequences." IMF Working Paper WP/00/26 *International Monetary Fund*, Washington, DC.

Steves, Franklin and Alan Rousso (2003), "Anti-Corruption Programmes in Post-Communist Transition Countries and Changes in Business Environment, 1999-2002", *EBRD Working Paper* No.85.

United Nations (2004), *Global Programme Against Corruption. UN Anti-Corruption Toolkit*, Vienne.

Zuleta, Juan Carols, Leyton Alberto et Enrique Fanta Ivanovic (2007), "Combating Corruption in Revenue Administration: the Case of VAT Refunds in Bolivia", in J. Edgardo Campos and

Sanjav Pradhan, *The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level*, pp. 339-366.

### **Cadre juridique International**

Conseil de l'Europe (1997), *Resolution (97) 24 on the Twenty Guiding Principles for the Fight Against Corruption*, adoptée par le Comité des Ministres, disponible sur <[http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/documents/Resolution\(97\)24\\_EN.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/documents/Resolution(97)24_EN.pdf)>

Conseil de l'Europe (1999), *Criminal Law Convention on Corruption*, STE No. 173, disponible sur <<http://conventions.coe.int/treaty/en/treaties/html/173.htm>>

Conseil de l'Europe (1999), *Civil Law Convention on Corruption*, STE No. 174, disponible sur <<http://conventions.coe.int/Treaty/EN/treaties/html/174.htm>>

Conseil de l'Europe (2003), *Additional Protocol to the Criminal Law Convention on Corruption*, disponible sur <<http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ListeTraites.asp?CM=1&CL=ENG&NT=191&NU=999>>

Organization of American States (1996), *Inter-American Convention Against Corruption*, available at <<http://www.oas.org/juridico/english/treaties/b-58.html>>

OECD (1998), *OECD Convention on Combating Bribery of Public Officials in International Business Transactions*, disponible sur <<http://www.oecd.org/dataoecd/4/18/38028044.pdf>>

OECD (2009), *Recommendation for Further Combating Bribery of Foreign Public Officials in International Business Transactions*, Working Group on Bribery in International Business Transactions, disponible sur <<http://www.oecd.org/dataoecd/11/40/44176910.pdf>>

OMD (2003), *Déclaration d'Arusha révisée*, disponible sur: <[http://www.wcoomd.org/files/1.%20Public%20files/PDFandDocuments/Declarations/Declaration\\_Arusha\\_revisee\\_fr.pdf](http://www.wcoomd.org/files/1.%20Public%20files/PDFandDocuments/Declarations/Declaration_Arusha_revisee_fr.pdf)>

UNODC (2003), *United Nations Convention against Corruption*, disponible sur <<http://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/index.html>>

x

x x